

Questions orales

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc pas être proposée.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PROGRAMME DE CONSERVATION—LES ÉCONOMIES PRÉVUES—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je suis certain que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne pense pas en ce jour le plus chaud de mai à l'économie d'énergie. Le 6 février, le ministre a dit qu'il ne pouvait pas dire à quel moment précis il faudrait réduire la consommation d'énergie, parce que tout dépendait du degré de collaboration des autres ministères de l'État. Peut-il nous dire maintenant si son programme visant à économiser 1 p. 100 de l'énergie est assez au point pour être mis en œuvre l'hiver prochain comme il entendait le faire?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne saurais pour le moment être à ce point précis. Sans doute la demande a-t-elle fléchi l'hiver dernier, mais nous ne saurions dire avec certitude si ce fléchissement est imputable aux prix plus élevés ou à un temps plus doux. Mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, et moi-même devons rencontrer vers la fin de la semaine les représentants de l'industrie pour nous assurer qu'ils adhèrent pleinement à notre programme d'économie d'énergie. Comme je l'ai signalé personnellement au député, j'espère être en mesure de l'informer ainsi que la Chambre des résultats que le programme a obtenus jusqu'ici, et de l'orientation que nous aimerions dorénavant lui donner.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, dans sa déclaration du 6 février dernier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit que le programme comporterait un certain nombre de normes, de règlements, d'encouragements et d'investissements du gouvernement. Est-ce à cela auquel il faisait allusion dans sa réponse de tantôt, et sera-t-il en mesure de communiquer ces normes à la population lundi prochain?

M. Macdonald (Rosedale): Certaines, monsieur l'Orateur, sûrement, surtout celles qui intéressent la SCHL et qui concernent les isolants thermiques et autres concernant le chauffage des maisons. J'ai même insisté auprès de mon collègue sur la nécessité d'apporter au plus tôt les changements qui s'imposent au Code national du bâtiment et de les communiquer à la Chambre. Étant donné l'ordre du jour de cette rencontre avec ce groupe composé de représentants de gouvernements et de l'entreprise privée, je doute que nous puissions y arriver dans le délai que propose le député, mais ce sera sûrement l'un de nos objectifs.

M. Gillies: Également à ce moment-là, monsieur l'Orateur, le ministre a déclaré que le programme d'économie d'énergie au Canada consisterait dans une grande partie en une série de mesures fiscales. Sans révéler quoi que ce

[M. l'Orateur.]

soit de son prochain exposé budgétaire, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si elle peut escompter dans un avenir prochain un certain nombre de mesures fiscales se rapportant à l'économie d'énergie?

M. Macdonald (Rosedale): Je suis malheureusement contraint de m'en remettre au ministre des Finances à cet égard, monsieur l'Orateur.

DEMANDE DE DÉPÔT DU RAPPORT SUR LA RECHERCHE D'AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE—LES NORMES RELATIVES À L'ISOLATION DANS LE BÂTIMENT

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, le Conseil des sciences du Canada, dans son rapport d'hier intitulé «Les options énergétiques du Canada» a recommandé des recherches plus poussées et des placements plus considérables dans le secteur des ressources énergétiques renouvelables et non polluantes à titre de contribution importante à l'élaboration d'une politique nationale de l'énergie. Étant donné que le 10 février le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé que son ministère avait terminé une évaluation des travaux de recherche effectués à l'échelon fédéral afin de trouver d'autres sources d'énergie, est-il maintenant prêt à déposer le document en question?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentante doit savoir que j'ai dit que, sitôt la rédaction et la traduction de ce rapport terminées, il sera déposé à la Chambre.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Faisant suite à la remarque du ministre sur l'isolation, monsieur l'Orateur, comme les nouvelles normes que vient de publier la SCHL ne répondent pas aux recommandations du groupe d'étude mixte du gouvernement et de l'industrie ou celles que le ministre a recommandées pour l'économie de l'énergie, voudrait-il nous dire pourquoi lui et ses collègues n'étaient prêts à accepter que des demi-mesures à cet égard?

M. Macdonald (Rosedale): Je n'accepte pas la prémisse de l'honorable représentante, monsieur l'Orateur.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES DÉGRÈVEMENTS FISCAUX ACCORDÉS AU URBAN DEVELOPMENT INSTITUTE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comme il essaie d'obtenir un consensus parmi les hommes d'affaires, les travailleurs et les gouvernements en vue d'instaurer une politique des revenus s'appuyant sur la restriction des demandes salariales afin de juguler l'inflation, le ministre examinera-t-il les annonces comme celles que l'Industrial Acceptance Corporation et le Urban Development Institute ont fait publier dans le *Globe and Mail* de Toronto pour voir si elles peuvent être déduites aux fins de l'impôt sur le revenu, car ces sociétés ne font que défendre leurs intérêts en qualité d'investisseurs.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur; j'étudierai la question.